Macron et après – Paroles de salariés : “C’est dans la rue que ça se passera”

dimanche 28 mai 2017, par Collectif / Signatures multiples, PELLETIER Robert (Date de rédaction antérieure : 18 mai 2017).

Sommaire

- “Les salariés ne font aucune
- Où en sont les débats au (...)
- Quelles initiatives pour (...)

La représentation politique de la bourgeoisie est entrée en crise profonde avec l’écartèlement du parti post-gaulliste, Les Républicains, entre le Front national et le néo-centriste Macron. À l’opposé, la représentation politique des travailleurEs est elle-même en pleine décomposition, avec l’aspiration par En marche ! sur son flanc droit, l’écroulement du PS au milieu, les dérives populiste et souverainiste de l’homme providentiel Mélenchon et l’irrésistible chute du PCF...

Crise économique, politique, écologique se sont conjuguées pour mettre à bas plus de 50 ans de traditions politiques institutionnelles. Cela laisse un vaste champ libre à la montée de l’extrémisme réactionnaire et raciste porté électoralement par le Front national à un niveau inégalé.

Cette crise perturbe les institutions elles-mêmes avec la mise en cause de la « mère » de toutes les élections, l’élection présidentielle, avec un président mal élu, aujourd’hui placé devant l’incertitude des résultats des élections législatives.

Mais fort de ce qui reste une 5e République assurément toujours moins démocratique à l’ère de l’état d’urgence, la bourgeoisie espère toutefois pouvoir imposer de nouveaux et profonds reculs aux oppriméEs. Elle compte sur le poids du chômage de masse, le désarroi résultant des espoirs déçus par la « gauche », l’accumulation des défaites, l’affaiblissement des représentations des salariéEs et des résistances organisées par les directions syndicales, pour imposer son programme de régression sociale.

Les nombreuses luttes locales, le mouvement contre la loi travail, montrent l’existence d’un potentiel de révolte et de combativité, et en même temps la difficulté à passer à un stade suffisant pour mettre en échec les projets de la bourgeoisie.

C’est pourquoi, plus que jamais, l’urgence est à construire les résistances capables de mettre un point d’arrêt aux reculs sociaux, de redonner confiance aux travailleurEs à la fois dans cette urgence à défendre leurs intérêts immédiats et leur capacité à construire une société débarrassée de la loi du profit et des parasites qui en vivent.

Des questions, des débats qui traversent non seulement le mouvement ouvrier organisé mais plus largement, les rangs de toutes celles et ceux qui, au-delà des (non) choix électoraux, veulent reprendre rapidement ce combat, dans la foulée de la mobilisation contre la loi travail.

Pour entamer cette réflexion, ouvrir des perspectives, nous avons interrogé quatre militantEs syndicaux pleinement engagéEs dans ces débats, dans cette construction : Alice, technicienne dans une entreprise de la métallurgie à Grenoble et militante CGT, Isabelle, salariée dans une clinique privée à Bordeaux et militante CGT, Laurent, animateur de SUD commerce en région parisienne et Mathieu, salarié d'Air France à Roissy et militant de SUD.

Robert Pelletier

_"Les salariés ne font aucune confiance aux dirigeants du pays mais ne voient pas comment faire autrement"

Isabelle : Si certains ont utilisé le vote Macron au deuxième tour par crainte de Le Pen, d'autres ne se sont même pas déplacés ou ont mis un bulletin Poutou, Mélenchon ou blanc dans l'urne. Les 11 millions de voix de Le Pen suscitent beaucoup d'inquiétudes.

Comment faire alors que les partis habituels sont discrédités ? Comment croire ceux qui se servent dans les caisses de l'État et ne se gênent pas pour nous demander de nous serrer la ceinture. Il n'y aurait pas assez de moyens pour la santé, un secteur où les conditions de travail se dégradent et poussent certains de nos collègues au burn-out, voire au suicide.

Les récentes luttes dans la santé (comme à la clinique de Tarbes), dans le secteur social ou dans les maisons de retraite, montrent la colère des collègues de ce secteur à 85 % constitué de femmes. Le sentiment de ne plus pouvoir soigner correctement les patientEs, les personnes âgées, alors que les profits explosent, révolte bien des collègues. Avec Macron, qui annonce déjà des baisses de cotisations sociales, beaucoup sont conscients que la situation ne pourra qu'empirer.

Mathieu : Côté Air France, la séquence sociale a été assez riche : grève importante le 5 octobre 2015 contre les licenciements (et deux patrons torse nu…), grève des pilotes puis des hôtesses à l'été suivant, mobilisation massive de l'industriel en décembre contre la filialisation, nouvelle grève des hôtesses début 2017… Si ces mouvements ont globalement fait reculer la direction, les mesures antisociales continuent.

Les licenciements ont été évités, mais il y a eu des suppressions de postes en pagaille. Les attaques continuent frontalement contre les hôtesses et stewards, et de façon plus diffuse pour les personnels au sol. Le dernier projet de la direction, la création d'une filiale low cost long courrier, qui fait maintenant l'unanimité syndicale contre lui, est pour le moment bloqué par les pilotes. Une intersyndicale large tient bon, mais on assiste à une forme d'attentisme chez les salariéEs. Le réveil pourrait venir avec l'annonce concrète de la création de la filiale.

Dans le secteur aérien plus largement, on sent un frémissement du côté des luttes. Des mouvements de grève boîte par boîte, souvent assez suivis, dans les différents secteurs : compagnies aériennes, sous-traitance aéroportuaire, sécurité, etc. Les revendications portent essentiellement sur l'emploi et les rémunérations.

Alice : Je dirais que les gens sont désabusés, un peu blasés… Ils n'ont globalement pas d'illusions et ne font aucune confiance aux dirigeants du pays pour améliorer leur situation. En même temps, ils ne voient pas comment faire autrement. Ni dans la boîte ni à l'extérieur.

CertainEs sont scandalisés par les affaires et révoltés par l'islamophobie, la répression des manifs, ou même par la « gestion » des salariéEs dans la boîte… Mais ça ne se concrétise pas en termes d'engagement syndical ou politique. Ils n'en voient pas l'utilité.

Il y a plein de choses qui pèsent : la précarité (presque 1/3 des salariéEs qui font la production sont intérimaires ou en CDD), les augmentations minables voire inexistantes des dernières années qui font trouver correct un + 2 % alors que l'activité n'a jamais été aussi forte dans la boîte, et bien sûr la défaite contre la loi travail qui s'ajoute à celle sur les retraites, etc.

Pourtant, nous avons connu des petites victoires locales grâce à la mobilisation. Les deux fois, il y a eu un déclic parce qu'il est apparu possible de gagner. Alors les salariéEs se sont mobilisés. C'est fou parce que, en tant que syndicat, tu as l'impression d'essayer de mobiliser une fois, deux fois, dix fois… et puis à un moment, tu ne sais pas pourquoi, ça part !

Laurent : Ils se sont massivement exprimés pour Mélenchon, donc ils sont forcément déçus, mais Macron, ils connaissent, ils subissent déjà sa politique à travers la loi qui porte son nom ! Il n'y aura pas de répit de part et d'autre car sa feuille de route est claire, contrairement à celle de Hollande, à savoir l'intensification des mesures prises par ce dernier en dépit des résistances et même si il en a finalement payé le prix fort en ne pouvant concourir à sa propre succession. Fait remarquable, les mobilisations, et pas uniquement défensives, n'ont pas marqué le pas en dépit de la période électorale, que ce soit celles de travailleurs ubérisés, de salariéEs de l'habillement confrontés aux restructurations massives dans ce secteur ou dans la restauration rapide.

On a aussi une hausse des adhésions mais également des demandes d'assistance, l'avers et le revers de l'application de la loi travail. Et les résistances des travailleurs de chez Whirlpool ou GM&S ne laissent pas indifférents, d'autant que notre structure, de taille moyenne, est confrontée à moins de trois PSE simultanément (CMG, KFC et Vélib').

Où en sont les débats au sein des organisations syndicales ?

Mathieu : La séquence présidentielle a fait causer les salariéEs, mais ce sont surtout « les affaires » qui ont tenu le devant de la scène électorale, entraînant un rejet du politique. On sent une colère sourde et pas d'adhésion avec les projets patronaux ou leur représentation politique. Dans les syndicats, le positionnement au deuxième tour a fait débat, une majorité de syndicalistes refusant le vote Macron au profit de l'abstention ou du vote blanc. Mais chez certains salariéEs, on a pu voir un discours raciste, anti-immigrés voire frontiste, se libérer. Cela repose plus fortement que jamais la question de la lutte anti-raciste et contre l'extrême droite dans les entreprises. Le monde de l'aérien est racisé, avec une forte majorité de blancs chez les donneurs d'ordre (Air France notamment) et de non-blancs dans la sous-traitance… Les espaces interprofessionnels comme SUD Aérien permettent les échanges entre les différents secteurs, entre les salariéEs dans leurs diversités. Mais ces espaces sont trop petits et trop faibles.

On s'interroge également sur la prochaine séquence politique avec l'élection de Macron, sur les mauvais coups qui nous attendent. Il faut voir quelles seront vraiment ces attaques. L'augmentation du salaire net par la baisse des cotisations sociales pourrait être pris comme une fausse bonne nouvelle chez des collègues qui n'arrivent pas à boucler les fins de mois. La précarité rentre dans les grandes entreprises comme Air France (CDD, intérims, de plus en plus de sous-traitance…) et ne

peut que s'accroître sous le quinquennat Macron. Mais là encore, les solidarités manquent souvent. On arrive à mobiliser pour la sauvegarde de l'emploi au sein d'une entreprise mais peu sur le statut des collègues précaires.

Alice : Parmi les militantEs syndicaux, il y a une conscience très forte de l'urgence et de la nécessité de changer la situation, de mobiliser les salariéEs. Pour contrecarrer les projets ultralibéraux qui ne vont pas manquer dans la foulée de la loi travail, mais aussi pour endiguer la progression de l'extrême droite. Les questions qui sont en discussion, c'est : comment faire sortir les gens ? Sur quel sujet sont-ils susceptibles de bouger ? Que devons-nous faire en tant que militantEs pour mettre le feu aux poudres ? Par ailleurs, on est aussi débordés par le boulot syndical quotidien : conditions de travail, accompagnement individuel des salariéEs, attaques contre la convention collective, NAO, solidarité internationale… On distribue des tracts toutes les semaines en essayant de faire des liens…

En ce moment, on est pas mal mobilisés sur les questions d'égalité femmes-hommes. On a une procédure en cours pour faire reconnaître la discrimination subie et s'en servir d'exemple pour mobiliser les salariées contre les inégalités de salaire et de carrière. On a été confronté à des cas de harcèlement et de violences sexistes. Du coup, on essaye d'avancer sur ce sujet, mais c'est difficile et les moyens pour agir sont faibles. Mais dans tous les cas, c'est un sujet de discussion important dans le syndicat.

Laurent : À la suite de l'invitation de Solidaires aux autres centrales qui, à ce stade, n'a rien donné, nous avons écrit aux autres fédérations qui se sont opposées peu ou prou à la loi travail, mais c'est l'attentisme qui prévaut.

C'est pourquoi nous sommes pleinement investis, depuis février 2017, dans la préparation du Premier tour social et désormais dans la construction du Front social. Pour Einstein, « la folie, c'est de faire toujours la même chose et de s'attendre à un résultat différent »… Alors attendre les attaques qui nous pendent au nez pour réagir, non merci ! Après avoir échoué à s'unir à la présidentielle, on voit bien que la gauche prend le même chemin pour les législatives… Alors l'urgence, c'est bien celle d'unir notre camp social dans un tel cadre, en travaillant à son élargissement et à son développement au plan local.

Après deux manifestations réussies, le rassemblement prévu le 19 juin prochain devant l'Assemblée nationale, Assemblée qui devrait trancher cet été sur les ordonnances concoctées par Macron, sera un nouveau pas en ce sens. Les passerelles établies entre équipes syndicales de lutte l'an dernier « grâce » à la mobilisation contre la loi El Khomri, entre jeunes et militantEs aguerris unis par la même expérience de la répression, le tout servi par une communication réactive, ne sont pas étrangères à la réussite de ce processus.

Isabelle : Les discussions ont été vives. Quoi faire ? Comment faire barrage à Le Pen ? Pour beaucoup de camarades de la CGT, qui ont voté Poutou ou Mélenchon au premier tour, pas question de se servir du bulletin Macron au deuxième tour. Lui, qui sous le gouvernement Hollande a été responsable de la loi Macron, de la loi travail contre laquelle nous avons manifesté pendant des mois… Certaines de nos camarades en grève dans les cliniques ont dû faire face à des violences policières et à des convocations judiciaires alors qu'elles ne défendaient que leurs droits !

Dans la CGT santé privée, à l'union locale CGT Bordeaux-Nord ou à la commission exécutive de l'union départementale 33, des camarades, qui en 2002 avaient voté Chirac, n'ont pu le faire cette fois-ci, convaincus de s'être fait avoir à l'époque, et que Macron sera l'assurance de voir Le Pen au pouvoir dans cinq ans. Une rupture !

S’ouvrent du coup des discussions sur comment organiser un rapport de forces et préparer la suite, la riposte. La meilleure façon de faire barrage à Le Pen étant d’être à la hauteur de la révolte des salariéEs, jeunes et moins jeunes, qui ne supportent plus le monde dans lequel on vit. L’appel de Philippe Poutou dès le soir du premier tour à préparer la suite sur le terrain des luttes a été bien perçu par nos camarades qui ont vu la différence avec Mélenchon plus préoccupé par son sort que de donner des perspectives… si ce n’est sur le terrain électoral.

Quelles initiatives pour engager les mobilisations contre les « projets macron » ?

Alice : À mon sens, il nous manque une (maximum deux) revendication unifiante sur laquelle on tenterait de construire une mobilisation. Il me semble que les militantEs, les salariéEs, attendent d’une certaine façon un truc qui « vaille le coup » de se battre. Je ne sais pas si les gens se remobiliseront massivement « contre » les prochains projets. À Grenoble, on a fait des grosses manifs, des actions de blocage… mais on n’a pas vraiment réussi à construire la grève ni en 2010 sur les retraites ni contre la loi travail l’an dernier. Quand on s’est battu dans la boîte, c’était « pour » une augmentation ou « pour » une prime, pas contre la réorganisation du travail ou contre le licenciement des salariés handicapés. Pourtant il aurait fallu et on a essayé !

Moi, je crois que la réduction du temps de travail pourrait mobiliser. Il faudrait une campagne syndicale CGT-FSU-Solidaires appuyée par les organisations politiques, qui dure dans le temps, qui impose cette idée comme solution à la fois au chômage et à la pénibilité. C’est une revendication pour toutes et tous, ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas, qui concerne les CDI mais aussi les CDD, les intérimaires, les jeunes en formation. C’est une revendication qui porterait aussi l’espoir d’une autre vie, qu’on ne perdrait pas à la gagner. Un truc qui en vaut vraiment la peine !

Laurent : Un mouvement de fond traverse la société depuis plusieurs années dont on veut nous faire croire qu’il trouverait son aboutissement avec En Marche ! Soit le recyclage des débris et des orientations politiques des trente derniers années, avec une surreprésentation des patrons, des cadres et des professions libérales… Il s’exprime à travers la persistance de l’occupation de Notre-Dame-des-Landes et le développement d’autres luttes contre les GPII, celles dans les quartiers populaires et en soutien aux migrantEs qui ont convergé dans la Marche pour la dignité du 19 mars dernier, ou la question du renouvellement démocratique soulevée par Nuit debout.

La politique du gouvernement Macron I, dont la nomination d’un Premier ministre de droite ne présage rien de bon, peut tenir lieu de catalyseur et pousser à l’unification de tous ces fronts de lutte pour passer de la résistance à l’offensive, déboucher sur de réelles alternatives pas seulement en paroles mais en actes, et aboutir à une représentation politique des oppriméEs qui soit porteuse d’un projet radical de transformation de ce monde capitaliste (dont la conscience qu’il nous mène à la catastrophe progresse davantage jour après jour).

Isabelle : Les camarades les plus combatifs disent qu’il faut un « tous ensemble », au moins décider d’une grève le même jour, dans le même groupe de santé par exemple. Évidemment, la brutalité des directions des cliniques vaccine très vite sur la possibilité d’obtenir quoi que ce soit de conséquent pour les salariéEs en dehors de tout rapport de forces.

La période qui vient de s’écouler, le mouvement contre la loi travail et la campagne électorale, a

permis à de nombreux collègues et militants de reprendre confiance : d'abord en profitant du mouvement contre la loi travail pour poser leurs propres revendications, mais aussi grâce à la campagne du NPA et de l'audace en tant qu'ouvrier de Philippe Poutou d'oser interpeller des politiciens « voleurs » comme Fillon et Le Pen… Une audace qui a redonné beaucoup de fierté à nos collègues de travail et camarades de la CGT !

Les dernières déclarations de Martinez, disant qu'il faudrait redéfinir le cadre du dialogue social alors même que Macron veut procéder dès cet été par ordonnances pour poursuivre la casse du code du travail, montre bien son refus de s'engager dans la lutte dès maintenant. Mais des militantEs autour de nous sont conscients qu'il faut poursuivre la construction d'un courant lutte de classe dans la CGT, faisant des luttes concrètes la préoccupation de touTEs et ayant pour objectif de les faire converger en partant de la situation telle qu'elle est. À nous aussi, militantEs révolutionnaires du NPA, de donner des perspectives politiques à ces luttes, défendre partout où nous sommes, au travail, dans les syndicats où on milite, l'idée que nous, les salariéEs, qui produisons tout dans la société, sommes capables collectivement de la diriger.

Mathieu : Il n'y a pas de formule magique. On l'a vu lors du quinquennat Hollande, les lois Macron, Rebsamen, l'ANI, sont passées sans qu'il y ait de mobilisation notable. Et, alors qu'on ne s'y attendait pas, on a vécu contre la loi travail une belle mobilisation, vivante, inventive, renouvelant notre répertoire d'action collective, même si elle n'a pas réussi à s'étendre assez massivement chez les salariéEs. Cette mobilisation a laissé des traces positives avec la création de collectifs militants, et négatives par la démobilisation qu'entraîne toute défaite.

Aujourd'hui des cadres se mettent en place, notamment le Front social et Nos droits contre leurs privilèges. Il faut en faire partie, y mettre des forces, relayer les actions dans nos syndicats et vers nos collègues, contribuer à l'animation et à la réflexion, en étant conscient des limites actuelles de ces deux initiatives.

Mais je crois qu'il faut surtout se poser la question de la reconstruction des collectifs à la base. Syndicalistes comme salariéEs sont trop enfermés dans leurs entreprises, voire leurs équipes. Les bourses du travail, lieux historiques de foisonnement militant, ne sont plus des lieux de vie. Les unions locales dépérissent. Les CE ne créent plus de lien social, ne font plus d'éducation populaire, se contentant de faire de la redistribution. Et le syndicalisme, même le syndicalisme de transformation sociale, s'enferme de plus en plus, et même à la base, dans son rôle institutionnel de relation avec le patronat. Il faut reconstruire des lieux d'échanges et de solidarité avec les syndicats, et pas seulement au sein des syndicats qui peinent à recruter. C'est un travail de longue haleine. La première étape, c'est que nous, militantEs dans les boîtes, reprenions de la hauteur, reprenions contact, reprenions confiance.

P.-S.

* Hebdo L'Anticapitaliste - 384 (18/05/2017) :
https://npa2009.org/actualite/paroles-de-salaries-cest-dans-la-rue-que-ca-se-passera